

**CENTRE SOCIAL ET CULTUREL INTERCOMMUNAL
ROLAND CHARRIER**

Association Loi du 1^{er} juillet 1901

*139 Rue d'Anjou
49260 MONTREUIL-BELLAY*

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport sur les comptes annuels



AUDIT

**Sylvain BEGENNE
Sophie DELSAUX
Sophie GRANIER
Rémi LAMBERT
Quentin LE MEUR
Anne PANANCEAU-MOCHER**
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX
Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail beaucouze-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'Assemblée Générale de l'association Centre Social et Culturel Intercommunal Roland Charrier,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Social et Culturel Intercommunal Roland Charrier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe « Principes comptables généraux » expose les principes comptables applicables notamment le principe lié à l'indépendance des exercices. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'association sur lesquelles se fondent les évaluations relatives à l'indépendance des exercices.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous vous signalons, par ailleurs, qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans un autre délai.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE ASSOCIATIVE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé
Signé numériquement
Pour **TGS France Audit**,

Quentin LE MEUR
Commissaire aux Comptes

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2023 | Net au 31/12/2022 |
|--|------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires | 9 393 | 8 875 | 518 | |
| Droit au bail | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 20 438 | | 20 438 | 20 438 |
| Constructions | 239 015 | 45 804 | 193 212 | 201 529 |
| Installations techniques, matériels et outillages industriels | 63 066 | 56 357 | 6 708 | 5 708 |
| Autres immobilisations corporelles | 175 035 | 167 260 | 7 775 | 17 157 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Créances rattachées aux participations | | | | |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | | | | |
| Autres titres immobilisés | 1 232 | | 1 232 | 1 232 |
| Prêts | 11 984 | | 11 984 | 11 701 |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| Total I | 520 162 | 278 296 | 241 867 | 257 765 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 60 400 | 3 172 | 57 228 | 61 779 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres créances | 540 101 | | 540 101 | 522 687 |
| Autres postes de l'actif circulant | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 305 870 | | 305 870 | 217 209 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 128 266 | | 128 266 | 107 386 |
| Charges constatées d'avance | 2 290 | | 2 290 | 6 198 |
| Total II | 1 036 927 | 3 172 | 1 033 754 | 915 258 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecart de conversion - Actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 1 557 089 | 281 468 | 1 275 621 | 1 173 023 |

Bilan actif

31/12/2023

31/12/2022

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairements compétents
- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

Bilan passif

| | au 31/12/2023 | au 31/12/2022 |
|---|------------------|------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Première situation nette établie | 178 588 | 178 588 |
| Fonds statutaires | | |
| Dotations non consommables | | |
| Autres fonds propres | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Autres fonds propres | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projets de l'entité | 325 308 | 325 308 |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 200 684 | 104 691 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 102 037 | 95 993 |
| Situation nette (sous-total) | 806 617 | 704 580 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 16 281 | 19 167 |
| Provisions réglementées | | |
| Droits des propriétaires (Commodat) | | |
| Total I | 822 897 | 723 747 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 52 244 | 29 315 |
| Total II | 52 244 | 29 315 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 10 434 | 6 775 |
| Provisions pour charges | 378 | 281 |
| Total III | 10 812 | 7 056 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 164 960 | 184 243 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Avances et commandes reçues sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 37 454 | 50 740 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 107 506 | 135 106 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 27 519 | 12 114 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 52 229 | 30 702 |
| Total IV | 389 668 | 412 905 |
| Ecarts de conversion passif (V) | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 1 275 621 | 1 173 023 |

Bilan passif

| | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------|------------|
| (1) Dont à plus d'un an (a) | 145 569 | 164 960 |
| Dont à moins d'un an (a) | 244 099 | 247 945 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | | |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N-1 31/12/2022 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et de services | | |
| Ventes de biens | | |
| <i>Dont ventes de dons en nature</i> | | |
| Ventes de prestations de services | 304 397 | 241 166 |
| <i>Dont parrainages</i> | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 1 336 803 | 1 226 450 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | 2 306 | |
| <i>Dont Dons manuels</i> | | |
| <i>Dont Mécénats</i> | | |
| <i>Dont Legs, donations et assurances-vie</i> | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges | 23 313 | 76 289 |
| Utilisation des fonds dédiés | 29 315 | 65 525 |
| Autres produits | 25 636 | 56 585 |
| Total I | 1 721 770 | 1 666 014 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation des stocks | | |
| Autres achats et charges externes | 467 827 | 453 721 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 56 641 | 58 052 |
| Salaires et traitements | 782 194 | 785 164 |
| Charges sociales | 216 047 | 209 723 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 27 955 | 26 909 |
| Dotations aux provisions | 3 659 | |
| Reports en fonds dédiés | 52 244 | 44 412 |
| Autres charges | 3 896 | 817 |
| Total II | 1 610 463 | 1 578 798 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 111 307 | 87 216 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 5 238 | 2 185 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total III | 5 238 | 2 185 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 982 | 1 050 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total IV | 982 | 1 050 |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N-1 31/12/2022 |
|---------------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 4 256 | 1 135 |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N-1 31/12/2022 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | 115 562 | 88 351 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 11 378 | 23 788 |
| Sur opérations en capital | 2 712 | 2 000 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 1 854 | 833 |
| Total V | 15 943 | 26 621 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 27 781 | 18 151 |
| Sur opérations en capital | 1 591 | 731 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 97 | 97 |
| Total VI | 29 469 | 18 979 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | -13 525 | 7 642 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | |
| Total des produits (I+III+V) | 1 742 951 | 1 694 819 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 1 640 914 | 1 598 827 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 102 037 | 95 993 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | 22 459 | |
| Bénévolat | 109 783 | 100 613 |
| Total | 132 242 | 100 613 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | 5 144 | |
| Prestations en nature | 17 315 | |
| Personnel bénévole | 109 784 | 100 613 |
| Total | 132 243 | 100 613 |

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : Centre Social et Culturel R.Charrier

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 275 621 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 102 037 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objet d'être un outil de développement à vocation sociale et familiale pour toutes générations confondues.

Elle favorise l'animation de la vie sociale et familiale :

- par l'accueil, l'écoute, l'orientation et la promotion de toute personne et toute association dont les buts sont compatibles avec ceux de l'association,
- par le développement d'activités à caractère socio-éducatif, socioculturel, sportif et d'éducation populaire,
- par le développement d'activités contribuant à l'insertion sociale, professionnelle, socio-économique,
- par le développement d'actions de prévention sociale et de santé,
- par le soutien aux associations,
- en favorisant l'accès des habitants aux services publics.

Cette démarche d'animation, à l'écoute de la vie locale et de ses habitants, permet d'avoir une attention particulière aux personnes les plus démunies et permet finalement aux personnes de toutes conditions :

- de se rencontrer pour mieux se connaître et créer du lien social,
- de s'épanouir par le dialogue, l'expression et l'action créative,
- d'accéder ainsi à la promotion personnelle et collective, à la prise de responsabilité.

L'association vise à rendre possible les reconnaissances mutuelles, l'élargissement des solidarités, la rencontre entre les groupes et entre les générations. De ce fait, elle contribue à maintenir et renforcer le lien social en créant une dynamique de développement social local sur le territoire.

L'association s'interdit toute discussion ou manifestation représentant un caractère politique, religieux ou confessionnel.

Moyens :

L'association se donne tous moyens d'action qu'elle juge nécessaires pour répondre à son objet. En particulier et notamment, elle peut :

- coopérer avec les associations, en respectant leur caractère propre,
- s'assurer le concours d'un personnel qualifié,
- manifester un souci constant d'information et de formation,
- établir un programme financier permettant la gestion et la vie de l'association. Elle fait toutes les démarches pour obtenir les crédits nécessaires de toutes administrations, collectivités, organismes ou particuliers susceptibles d'apporter leur aide,
- favoriser la mise à disposition de personnel,
- favoriser la mise à disposition de locaux et de matériels auprès de ses adhérents,
- organiser toute manifestation propre à la valorisation et à la diffusion de son action,
- mettre en place toute action, tout service contribuant à ses objectifs, faire connaître et les valoriser.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements n°2018-06 et n°2020-08 de l'ANC relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

ACQUISITION DE CONGES PAYES POUR LES SALARIES EN ARRET MALADIE :

Suite aux évolutions légales et aux discussions sur l'ajustement entre le droit français et européen concernant l'acquisition des congés payés pour les salariés en arrêt maladie, une évaluation des jours de congés a été faite pour les salariés présents et partis. Ce nombre de jours est non significatif.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 ans
- * Installations techniques : 2 à 8 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 à 8 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de transport : 3 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|---------------|---------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 20 056 | 650 | 11 313 | 9 393 |
| Immobilisations incorporelles | 20 056 | 650 | 11 313 | 9 393 |
| - Terrains | 20 438 | | | 20 438 |
| - Constructions sur sol propre | 183 946 | | | 183 946 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 51 188 | 5 651 | 1 770 | 55 069 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 66 297 | 1 617 | 4 849 | 63 066 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 47 870 | | 4 492 | 43 378 |
| - Matériel de transport | 67 260 | | | 67 260 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 97 158 | 2 275 | 35 036 | 64 396 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 534 158 | 9 543 | 46 147 | 497 553 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | | | | |
| - Autres titres immobilisés | 1 232 | | | 1 232 |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 11 701 | 1 700 | 1 417 | 11 984 |
| Immobilisations financières | 12 933 | 1 700 | 1 417 | 13 216 |
| ACTIF IMMOBILISE | 567 147 | 11 893 | 58 877 | 520 162 |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|---|---------------------------|---------------|---------------|---------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 20 056 | 132 | 11 313 | 8 875 |
| Immobilisations incorporelles | 20 056 | 132 | 11 313 | 8 875 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | 24 576 | 9 197 | | 33 774 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 9 029 | 4 771 | 1 770 | 12 030 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 60 589 | 617 | 4 849 | 56 357 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 43 531 | 2 848 | 4 492 | 41 886 |
| - Matériel de transport | 61 758 | 3 671 | | 65 429 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 89 842 | 3 547 | 33 445 | 59 944 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 289 325 | 24 651 | 44 556 | 269 421 |
| ACTIF IMMOBILISE | 309 382 | 24 783 | 55 869 | 278 296 |

Notes sur le bilan**Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 614 774 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 11 984 | | 11 984 |
| Autres | | | |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 60 400 | 60 400 | |
| Autres | 540 101 | 540 101 | |
| Charges constatées d'avance | 2 290 | 2 290 | |
| Total | 614 774 | 602 791 | 11 984 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | 1 700 | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | 1 417 | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|--------------------------------|---------------|
| Fournisseurs- avoirs à obtenir | 6 329 |
| Produits à recevoir | 20 008 |
| Total | 26 337 |

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|-------------------------------------|------------------|----------------------------|----------------|-------------------------------|-----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 178 588 | | | | 178 588 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 325 308 | | | | 325 308 |
| Report à Nouveau | 104 691 | 95 993 | | | 200 684 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 95 993 | -95 993 | 102 037 | | 102 037 |
| Situation nette | 704 580 | | 102 037 | | 806 617 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 19 167 | | | 2 886 | 16 281 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| Droits de propriétaires (Commodat) | | | | | |
| TOTAL | 723 747 | | 102 037 | 2 886 | 822 897 |

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|---|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | | | | | |
| Pour impôts | 281 | 97 | | | 378 |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales | | | | | |
| sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 6 775 | 3 659 | | | 10 434 |
| Total | 7 056 | 3 756 | | | 10 812 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | 3 659 | | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | 97 | | | |

Provision pour indemnités de départ en retraite : 10 434 euros

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 389 668 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | 164 960 | 19 391 | 78 660 | 66 909 |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 37 454 | 37 454 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 107 506 | 107 506 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 27 519 | 27 519 | | |
| Produits constatés d'avance | 52 229 | 52 229 | | |
| Total | 389 668 | 244 099 | 78 660 | 66 909 |

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

| | Montant |
|----------------------------------|---------------|
| Fournisseurs fact. non parvenues | 18 406 |
| Dettes prov. congés payés | 41 694 |
| Personnel autres charges à payer | 930 |
| Organ. soc. charges à payer | 15 411 |
| Provision charges à payer | 930 |
| Total | 77 372 |

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| Charges constatées d'avance | 2 290 | | |
| Total | 2 290 | | |

Produits constatés d'avance

| | Produits d'exploitation | Produits Financiers | Produits Exceptionnels |
|-----------------------------|----------------------------|------------------------|---------------------------|
| Produits constatés d'avance | 52 229 | | |
| Total | 52 229 | | |

Notes sur le bilan

Fonds dédiés et reportés

Tableau de variation des fonds dédiés

| Variation des fonds dédiés issue de | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
|---|-----------------------------|---------------|----------------|---------------------|------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | dont remboursements | | Montant global | dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subvention d'exploitation | 29 315 | 52 243 | 29 315 | - | - | 52 243 | - |
| Aide numérique | 9 569 | | 9 569 | | | 0 | |
| MSA Grandir en milieu rural | 4 608 | | 4 608 | | | | |
| Emploi chargé mission Tier lieu | 12 888 | | 12 888 | | | 0 | |
| Formation chargé mission Tier lieu | 2 250 | | 2 250 | | | | |
| Aide numérique | | 35 281 | | | | 35 281 | |
| CFA Aide équipement | | 3 000 | | | | 3 000 | |
| Anjou mobilis investissement | | 3 053 | | | | 3 053 | |
| MSA Famille Grandir en milieu rural | | 10 909 | | | | 10 909 | |
| Contributions financières d'autres organismes | - | - | - | - | - | - | - |
| Projet ou catégorie de projet A | | | | | | | |
| Projet ou catégorie de projet B | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | - | - | - | - | - | - | - |
| Projet ou catégorie de projet A | | | | | | | |
| Projet ou catégorie de projet B | | | | | | | |
| TOTAL | 29 315 | 52 243 | 29 315 | - | - | 52 243 | - |

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont reportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Notes sur le compte de résultat**Charges et produits d'exploitation et financiers****Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraires de certification des comptes : 5 499 euros

Honoraires des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

| | Union européenne | Etat | Collectivités territoriales | CAF | Autres | Total |
|------------------------------|---------------------|---------|--------------------------------|---------|--------|------------------|
| Concours publics | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | 185 079 | 416 899 | 670 481 | 64 344 | 1 336 803 |
| Subventions d'équilibre | | | | | | |
| Subventions d'investissement | | 1 854 | | | | 1 854 |
| | | | | | | 1 338 657 |

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

Montant en
euros

Effets escomptés non échus

Avals et cautions

Engagements en matière de pensions

Engagements de crédit-bail mobilier

Engagements de crédit-bail immobilier

Nantissement dépôt à terme

120 000

Autres engagements donnés

120 000

Total**120 000**

Nantissement au dépôt à terme souscrit auprès de la BPGO d'une valeur de 120 000 € en vue de garantir l'emprunt de 235 140 € contracté en 2020.

Autres informations**Engagements retraite**

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants ont été constatés sous la forme de provision et leur montant est indiqué en annexe. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,2 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2022

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 10 434 euros
Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 10 434 euros

Contributions volontaires

| | N | N-1 |
|--|----------------|----------------|
| Ressources | | |
| Bénévolat | 109 783 | 100 613 |
| Prestations en nature | 22 459 | |
| Dons en nature | | |
| Total | 132 242 | 100 613 |
| Emplois | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | 5 144 | |
| Prestations | 17 315 | |
| Personnel bénévole | 109 784 | 100 613 |
| Total | 132 243 | 100 613 |

VOUS INFORME QUE CE DOCUMENT FAIT L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE



Le présent document est établi en un (1) exemplaire original signé par voie électronique par chacune des parties, qui ont consenti à l'utilisation de ce procédé et reconnu comme totalement valable ledit procédé de signature.

La version numérique de ce document a une valeur juridique probante complète, sa re-matérialisation sur papier n'est pas nécessaire.

La signature électronique vaut signature de **toutes les pages** et en conséquence remplace le **paraphe** de chacune des pages.

Les Parties reconnaissent que le procédé technique de signature électronique mis en œuvre permet de garantir et constituer la preuve de (i) l'identification du signataire du document, (ii) la préservation de l'intégrité de son contenu. Les Parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique du présent document.

Les Parties conviennent que l'acte signé ce jour (i) constituera l'original dudit acte (ii) constituera une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, pouvant être valablement opposée aux Parties (iii) sera susceptible d'être produit en justice en cas de litige.

Les Parties reconnaissent enfin que le présent document signé par voie électronique sera le cas échéant admis comme original devant les tribunaux et fera la preuve des contenus qu'il contient, preuve recevable, valable et opposable entre les Parties, de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document qui revêt une signature manuscrite, conformément aux articles 1356, 1366 à 1368 du Code civil.

Les signataires ci-dessous ont signé numériquement :

Signé le 24/05/2024

Quentin LE MEUR

par Quentin LE MEUR

 Signé et certifié par **yousign** 

**CENTRE SOCIAL ET CULTUREL INTERCOMMUNAL
ROLAND CHARRIER**

Association Loi du 1^{er} juillet 1901

*139 Rue d'Anjou
49260 MONTREUIL-BELLAY*

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport spécial sur les conventions réglementées



AUDIT

**Sylvain BEGENNE
Sophie DELSAUX
Sophie GRANIER
Rémi LAMBERT
Quentin LE MEUR
Anne PANANCEAU-MOCHER**
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX
Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail beaucouze-audit@tgs-france.fr

**RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
Exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'Assemblée Générale de l'association Centre Social et Culturel Intercommunal Roland Charrier,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**I- CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE ET SOUMISES À L'APPROBATION DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Beaucouzé,
Signé numériquement
Pour **TGS France Audit**,

Quentin LE MEUR
Commissaire aux Comptes

VOUS INFORME QUE CE DOCUMENT FAIT L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE



Le présent document est établi en un (1) exemplaire original signé par voie électronique par chacune des parties, qui ont consenti à l'utilisation de ce procédé et reconnu comme totalement valable ledit procédé de signature.

La version numérique de ce document a une valeur juridique probante complète, sa re-matérialisation sur papier n'est pas nécessaire.

La signature électronique vaut signature de **toutes les pages** et en conséquence remplace le **paraphe** de chacune des pages.

Les Parties reconnaissent que le procédé technique de signature électronique mis en œuvre permet de garantir et constituer la preuve de (i) l'identification du signataire du document, (ii) la préservation de l'intégrité de son contenu. Les Parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique du présent document.

Les Parties conviennent que l'acte signé ce jour (i) constituera l'original dudit acte (ii) constituera une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, pouvant être valablement opposée aux Parties (iii) sera susceptible d'être produit en justice en cas de litige.

Les Parties reconnaissent enfin que le présent document signé par voie électronique sera le cas échéant admis comme original devant les tribunaux et fera la preuve des contenus qu'il contient, preuve recevable, valable et opposable entre les Parties, de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document qui revêt une signature manuscrite, conformément aux articles 1356, 1366 à 1368 du Code civil.

Les signataires ci-dessous ont signé numériquement :

Signé le 24/05/2024

Quentin LE MEUR

par Quentin LE MEUR

 Signé et certifié par **yousign** 